

# Crise ukrainienne

## Les enjeux pour l'agriculture en Normandie

Point d'actualité

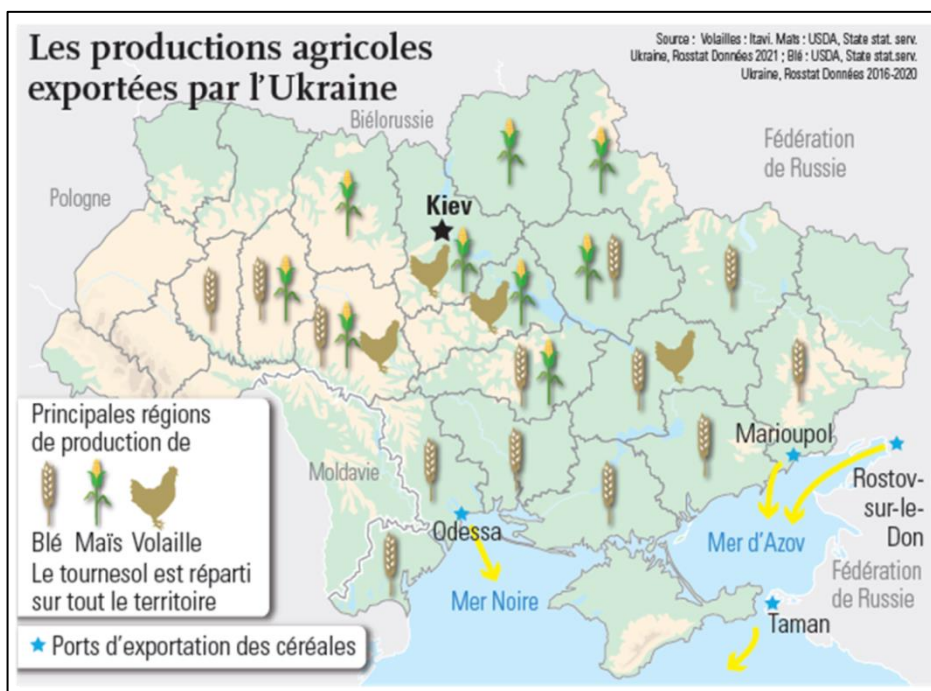
9 mars 2022

*Le blocage des échanges internationaux avec l'Ukraine et la Russie va bouleverser l'agriculture française dans la mesure où ces pays sont des puissances agricoles de premier plan mais aussi, en ce qui concerne la Russie, une puissance énergétique.*

*Cette note propose de décrire les principaux échanges agricoles qu'entretiennent ces pays avec la France et le reste du monde et de décrire les premiers effets sur les marchés agricoles. La sensibilité des principaux systèmes agricoles normands à cette conjoncture singulière est aussi évaluée. **Cela ne constitue pas une étude d'impact à ce stade.***

### Ukraine et Russie sont des puissances agricoles de premier plan

#### L'Ukraine : Grand exportateur de céréales



Les principales productions exportées depuis l'Ukraine sont le maïs (près de 30Mt), le blé (environ 18Mt), viennent ensuite le colza, le soja et l'huile de tournesol (environ 5Mt pour chacune de ces productions).

Les principaux importateurs de maïs ukrainiens sont la Chine (4Mt), les Pays-Bas (4Mt), l'Espagne (4Mt) et l'Égypte (3Mt). Ils absorbent à eux 4, la moitié des exportations ukrainiennes de maïs. L'Ukraine représente à elle seule près de 14% des exportations mondiales de maïs (Source : ResourceTrade, Chattam House - Traitement SEVP)

Les importateurs de blé ukrainien se situent principalement autour de deux zones :

- (1) la méditerranée pour un tiers des exportations (principalement l'Égypte, la Turquie, la Tunisie et l'Espagne) ;
- (2) l'océan indien pour un deuxième tiers (principalement, l'Indonésie, le Bangladesh, la Thaïlande et la Corée du sud). L'Ukraine représente à elle seule près de 10% des exportations mondiales de blé.

L'Ukraine est le deuxième exportateur mondial de colza (avec 9% des échanges mondiaux). Ce colza a pour principales destinations l'Allemagne (7Mt), les États-Unis (6Mt) et la Chine (5Mt).

Si le soja figure parmi les principales productions exportées depuis l'Ukraine, le soja ukrainien ne représente que 1% des échanges internationaux de soja.

En revanche, l'Ukraine est à l'origine de la moitié des exportations d'huile de tournesol au niveau mondial, suivie par la Russie. L'Union Européenne figure en bonne place parmi les clients.

L'Ukraine importe très peu de matières premières agricoles (l'ensemble représente moins de 500 millions de dollars). Les quelques denrées importées (poisson, maïs, fromages, porc et volaille) viennent de ses voisins directs : Russie, Biélorussie et Pologne.

## La Russie : exportateur incontournable de blé

La Russie exporte principalement du blé (près de 35Mt), représentant près de 20% des échanges internationaux de blé ! Les autres exportations (orge, maïs, soja, tournesol et poisson) sont presque anecdotiques.

Le blé russe est principalement destiné à la Turquie (8Mt) et l'Égypte (6Mt).

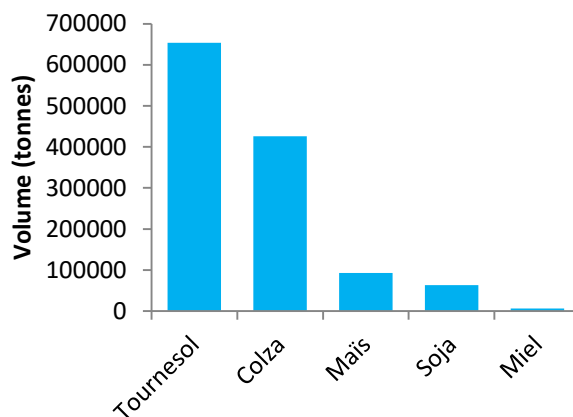
La Russie importe elle aussi très peu de matières premières agricoles. Son principal poste d'importation est le soja (2Mt) en provenance du Brésil.

En raison de difficultés techniques ou diplomatiques, la mise à l'écart de ces deux géants agricoles mondiaux va perturber durablement ces marchés agricoles.

## Focus sur les échanges de produits agricoles ukrainiens et russes avec la France

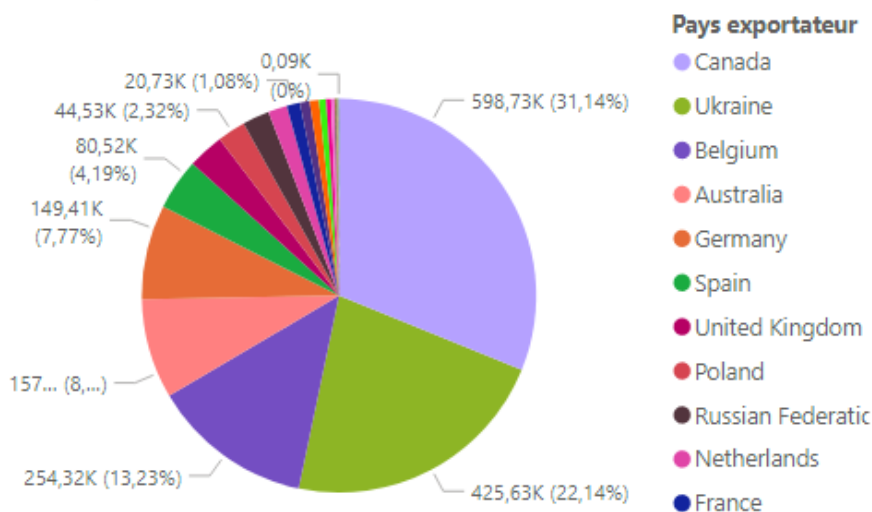
### Des quantités très limitées à l'import en France, principalement d'oléagineux

C'est principalement du tournesol et du colza qu'importe la France depuis l'Ukraine, avec respectivement plus de 650 000 tonnes et de 420 000 tonnes (pour près de 406 millions de dollars). L'Ukraine est le premier fournisseur de tournesol et le deuxième fournisseur de colza de la France, après le Canada.



### Importations françaises de produits agricoles ukrainiens (2019)

Source : ResourceTrade, Chattam House - Traitement SEVP



### Origine des importations françaises de colza (2019)

Source : ResourceTrade, Chattam House - Traitement SEVP

De Russie, la France importe principalement du colza, du soja et du poisson mais en des quantités très limitées : 40 000 tonnes pour le colza, 28 000 pour le soja et 11 000 pour le poisson.

### Des quantités très limitées à l'export

La France exporte vers la Russie deux principaux produits : du sucre (14 000t) et du maïs (8 000t), ces volumes sont limités.

Vers l'Ukraine, c'est principalement du maïs, de la volaille et du fromage qu'exporte la France. Là encore, les volumes sont très limités avec respectivement 4 000t, 2 000t et 2 000t expédiés.

Les relations commerciales directes entre la France et ces deux pays sont très limitées. Ce ne sont pas ces relations directes qui impacteront l'agriculture nationale en premier lieu, mais bien les tensions sur les marchés agricoles.

## Des impacts importants pour l'agriculture française

Alors que la France ne craint pas de pénurie de grains, le pays se voit impacter par l'explosion de la hausse sur les marchés des produits agricoles, mais aussi ceux des intrants.

### Explosion des prix des produits végétaux

Les prix des produits agricoles étaient orientés à la hausse depuis plusieurs mois. La crise ukrainienne a tiré ces prix à la hausse, dans la perspectives d'une moindre disponibilité des produits agricoles et notamment les céréales et le colza.

- Sur les marchés à terme, le prix du blé a dépassé le 7 mars les 400€/t (403.5 €/t au 9 mars). Cela n'était pas arrivé depuis 2007.
- Le prix du colza approche les 900 €/t au 9 mars (895 €/t).
- Le maïs atteint lui les 350 €/t.

Les envolées des prix sur un pas de temps aussi réduit sont spectaculaires et inédites. A la fébrilité croissante des derniers mois, synonyme d'une tendance à la hausse et d'une forte volatilité a succédé une hausse brutale depuis le début du conflit armé le 24 février.

Les hausses sur les deux semaines passées vont de + 21 % en colza à + 41 % en blé.

#### Évolution du prix du blé, du maïs et du colza

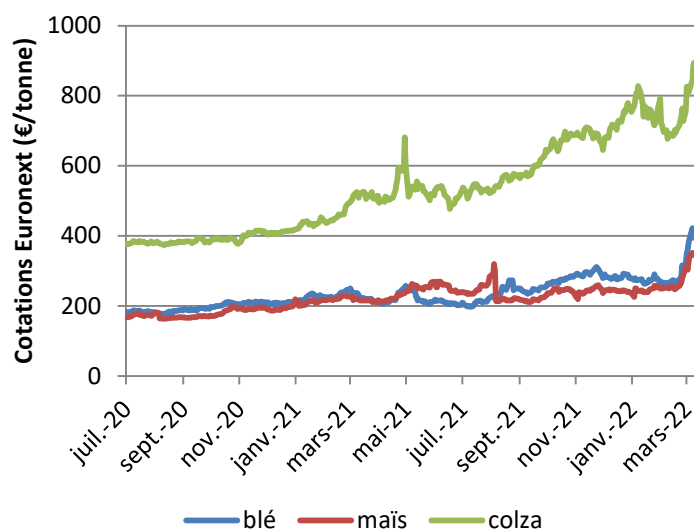
Source : Mes M@rchés, Traitement SEVP

Au vu de leurs récoltes et des quantités historiquement exportées, les deux pays ont encore des quantités importantes de céréales et oléagineux à exporter sur la fin de campagne et des contrats à honorer. Certains importateurs du pourtour de la Méditerranée et du Moyen-Orient sont déjà en recherche de nouveaux fournisseurs pour satisfaire leurs besoins à court-terme, notamment en blé. Les autres exportateurs mondiaux dont la France vont-ils pallier ces besoins ? Qu'en sera-t-il pour la prochaine campagne ? La situation actuelle indique que les semis de maïs n'auront pas lieu en Ukraine, A moyen terme, les équilibres de ces marchés risquent d'être fortement perturbés, et la sécurité alimentaire mondiale menacée.

### Les prix des intrants flambent aussi

Le baril de pétrole a dépassé les 120\$, celui du gaz naturel a fortement augmenté lui aussi, entraînant dans son sillage une augmentation du prix des engrais.

Au-delà du prix, se pose également la question de la disponibilité à venir des engrais (azote et potasse), la Russie étant un acteur de premier plan dans la fabrication de celles-ci. 40 % des exportations mondiales de potasse sont ukrainiennes et russes.



Enfin, l'augmentation du prix des céréales se traduit mécaniquement par une augmentation du prix de l'aliment impactant les éleveurs dont les marchés des produits ne s'envolent pas.

## Hausse des charges : quelle sensibilité les exploitations normandes ?

### Des relations variées entre charge et revenu selon les systèmes normands

L'étude des comptabilités d'exploitations normandes issues de différents systèmes de production permet de mesurer la relation entre les hausses des charges d'énergie, d'engrais et d'aliments pour chacun de ces systèmes. Ont été ici **simulés les effets d'une hausse de 20% de chacun et de l'ensemble de ces postes** sur le Résultat Courant Avant Impôts (RCAI) (en %) et les montants que cela représente par Unité de Travail Non Salariée (UTANS) des exploitations (en €). L'analyse porte sur les derniers résultats connus : comptabilités clôturant de juillet 2020 à juin 2021.

		Tous systèmes	Spécialisé lait	Scopeurs	Grandes cultures	Porcs	Volailles	Spécialisé viande	Polyculture élevage
Energie	Effet RCAI	6%	6%	6%	5%	3%	6%	13%	7%
	€/UTANS	1 363 €	1 254 €	1 227 €	1 675 €	1 496 €	1 548 €	1 050 €	1 403 €
Engrais	Effet RCAI	6%	6%	22%	14%	2%	4%	10%	9%
	€/UTANS	1 363 €	1 254 €	4 252 €	4 857 €	1 208 €	909 €	808 €	1 746 €
Aliments	Effet RCAI	23%	33%	-2%	1%	98%	87%	27%	23%
	€/UTANS	5 082 €	6 983 €	313 €	474 €	52 772 €	21 793 €	2 158 €	4 375 €
Somme	Effet RCAI	35%	44%	26%	20%	103%	96%	51%	40%
	€/UTANS	7 808 €	9 491 €	5 166 €	7 006 €	55 476 €	24 250 €	4 016 €	7 524 €

### Effet d'une hausse de 20% des postes de charges sur les systèmes agricoles normands

(Source : Données CerFrance Normandie Maine – Traitement SEVP)

Tous systèmes confondus, une augmentation de 20% du coût des postes énergie, engrais et aliments correspond à 35 % du revenu des exploitations normandes, soit 8000 € par UTANS.

La sensibilité est variable selon les systèmes normands : une hausse de 20% des 3 postes analysés représente 20% du RCAI pour les exploitations de grandes cultures et plus de la totalité du RCAI (103%) pour les exploitations porcines.

### Quelle relation avec le produit ?

La correspondance peut aussi être faite avec le produit principal de l'exploitation.

20 % de hausse de ces trois postes de charge, représentent :

- 11 % du produit porcs pour les exploitations porcines.
- 12 % du produit volailles pour les systèmes volaille.
- 7 % du produit lait pour les exploitations laitières.
- 5 % du produit céréales pour les exploitations céréalières et 8 % pour les exploitations de grandes cultures.
- 8 % du produit bovin pour les exploitations bovines.

*Remarque :* ces correspondances illustrent des sensibilités différentes entre les systèmes normands à la hausse des charges simulées. Cela ne constitue pas une étude d'impact à ce stade.

Les enjeux du conflit sont très larges et interrogent la sécurité alimentaire mondiale à moyen terme. À un niveau plus local, la situation des marchés agricoles est préoccupante, exposant les exploitations normandes à une situation d'incertitude extrêmement forte à moyen et long terme.

Florian FOUGY, Michel LAFONT, Élodie TURPIN, Service Economie, Veille et Prospective  
Mise à jour le 17 mars 2022